

Genève, le 11 avril 2001

LA CONSEILLERE D' ETAT

chargée du département
de l'instruction publique

6, rue de l'Hôtel-de-Ville
Correspondance : case postale 3925
1211 Genève 3
Téléphone 319 24 00
Télécopieur N° 311 54 40

Monsieur Hans AMBUEHL
Secrétaire général de la CDIP
Zähringerstrasse 25
Postfach 5975
3001 Berne

Concerne : Partenariat public-privé (PPP)

Monsieur le secrétaire général,

Vos lettres du 7 et 20 mars me sont bien parvenues et ont retenu mon attention et celle des personnes responsables de ce dossier dans mon département.

La démarche importante retenue correspond exactement aux discussions que nous avons eues le 1^{er} mars et l'annonce des " cantons-pilotes " pour la phase initiale de cette opération PPP.

J'ai le plaisir de vous annoncer que j'ai désigné, suite à votre demande, Monsieur Raymond MOREL, directeur du centre pédagogique des technologies de l'information et de la communication (CPTIC) à Genève comme personne de contact. Vous le connaissez bien, puisque vous avez participé récemment ensemble à la table ronde " ICT et formation " du colloque CTIE à Morat les 23 et 24 mars 2001.

Par ailleurs vous savez que Monsieur MOREL est l'instigateur du projet F3MITIC (formation des formateurs de formateurs pour les Médias, l'Image et les TIC) dans le cadre des actions de la Task Force que vous présidez.

Il sera donc à Berne, le mardi 24 avril l'après-midi, lors de la première rencontre des personnes de contact des " cantons-pilotes " et vous transmettra les informations demandées dans votre lettre du 20 mars pour mieux calibrer les efforts en cours dans les cantons.

A cet égard, j'ai demandé récemment une première étude sur Genève intitulée " Premiers éléments de pilotages des activités TIC dans le domaine pédagogique " ; son contenu sera, j'en suis sûre, de nature à contribuer aux réponses attendues et partant à mieux mesurer et cerner l'engagement important des cantons par rapport aux TIC dans le contexte PPP.

J'espère vivement que ce réseau de personnes que vous allez animer va faciliter rapidement l'émergence d'actions concrètes.

En vous remerciant du soutien constant que vous apportez en faveur des cantons pour trouver des solutions dans cette problématique PPP, je vous prie d'agréer, Monsieur le secrétaire général, mes meilleures salutations.

Martine BRUNSCHWIG GRAF

1. ICT, éducation et société de l'information

Les technologies de l'information et de la communication (ICT) se sont implantées dans nos vie à une vitesse très élevée, entraînant des changements culturels, économiques et sociaux d'une grande envergure. En matière d'éducation, nous sommes en train de passer du paradigme de la transmission du savoir, où l'enseignant est un expert et l'élève un récepteur, au paradigme d'apprentissage, où l'enseignant devient un médiateur entre savoirs, informations et élèves et où ceux-ci deviennent des acteurs à part entière de leur formation.

La création de ressources pédagogiques ICT, leur intégration dans les systèmes éducatifs actuellement en réforme et le développement de projets ICT dépassant les limites d'établissements scolaires isolés sont pleinement en phase avec ce nouveau rôle de l'enseignante et de l'enseignant. En Europe, des projets internationaux innovants destinés à l'école de l'école enfantine au secondaire II se développent dans le cadre du Consortium EUN.

2. Participation de la Suisse au Consortium EUN

2.1 Le Consortium EUN

Le Consortium EUN est une initiative stratégique de vingt ministères de l'éducation en Europe en coopération avec la Commission européenne. En font partie les pays membres de l'Union européenne, ainsi que l'Islande, Israël, la Norvège, la Slovénie et la Suisse. Le Consortium EUN développe une politique européenne commune d'implantation et d'utilisation des ICT en matière de projets d'innovation, de cours, d'approches pédagogiques et de technologies. C'est la première fois en Europe que le développement de l'utilisation des ICT dans l'éducation reçoit un soutien à un tel niveau et à une telle échelle, en partenariat avec des acteurs majeurs de l'industrie.

Au niveau de chacun des pays membres et de leur ministère de l'éducation, le Consortium EUN apparaît donc comme le fer de lance de la politique d'innovation en matière de ICT. Il permet de mettre sur pied une politique coordonnée sur la base des expériences les plus avancées, mais aussi différenciée en fonction des besoins propres et de la culture technologique de chacun des pays.

Le European Schoolnet Work Programme 2001-2002, présentation détaillée en anglais des projets du Consortium pour les années 2001-2002, est annexé au présent document.

2.2 EUN-CH

En participant au Consortium EUN par le biais de EUN-CH, la Suisse fédérale, multilingue et multiculturelle a la chance de s'insérer dans une réflexion sur les ICT qui implique tous les ministères de l'éducation nationale et leurs multiples partenaires, tant publics que privés. La Suisse apporte ses spécificités et apprend à affiner ses politiques nationales en se frottant aux expertises des pays qui partagent la même langue et la même culture qu'elle et en s'insérant par là même à des projets de recherche et de développement mis en route dans l'ensemble des pays de l'Union européenne et de l'OCDE.

Le Rapport d'activité 1998-2000 sur la participation suisse au Consortium EUN-Schoolnet et au projet multimédia 1010 est annexé au présent document.

2.3 Bilan de la participation Suisse entre 1998 et 2000

Sur mandat de l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES), c'est le Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement (CTIE) qui a assuré en Suisse, durant ces trois dernières années, la coordination du projet EUN. Outre l'OFES et le CTIE, le Centre pédagogique des technologies de l'information et de la communication, Genève (CPTIC) et TECFA (Technologies de formation et d'apprentissage, Université de Genève) ont participé activement au projet.

La Suisse a participé pleinement aux processus de décision en étant représentée dans le **Steering Committee** (groupe de pilotage) de EUN. La Suisse y est représentée par M. Marino Ostini (OFES), qui y apporte ses compétences et sa longue expérience en matière de coopération internationale multilatérale.

La Suisse a participé également aux travaux de l'Editorial Board, du Communication Group et du Technical Group.

L'**Editorial Board** a été créé avec le souci principal de définir le contenu et la structure du site Internet du Consortium, de développer le projet de l'Ecole virtuelle de EUN et de donner régulièrement une plage sur le site à un réseau ou à site national.

Le **Communication Group** a eu dès le départ pour tâche de développer une politique d'information et de communication interne et externe sur toutes les activités agréées par le Consortium. Cela comporte également des responsabilités pour les partenaires nationaux, afin que soient régulièrement livrées des informations sur EUN aux acteurs actifs à l'échelle nationale/locale et, vice-versa, des informations nationales/locales au réseau européen.

Le **Technical Group** s'est essentiellement attelé à des tâches plus techniques, relatives entre autres à l'utilisation de normes communes pour la codification de l'information, en utilisant par exemple les résultats de travaux effectués dans le domaine des métadonnées au sein du projet multimédia phare de EUN (MM 1010) et au sein du Consortium européen Prometeus (Dublin Core). Bien que les travaux de ce groupe doivent se poursuivre, il n'est pas encore établi comment ce travail se distinguera de celui du Technical Forum, qui veut inclure des réflexions semblables, mais à mener en étroite collaboration avec le secteur privé des ICT.

Parmi la vingtaine de Work packages (WP) à réaliser, la Suisse a apporté sa contribution aux activités suivantes :

- le WP 8, qui avait pour objectif de développer un environnement virtuel d'apprentissage général compatible avec la plate-forme de EUN;
- le WP 12, qui entendait contribuer aux activités de l'école virtuelle en proposant de développer un exemple de librairie virtuelle;
- le WP 13, qui visait à mettre en place un réseau d'écoles novatrices dans tous les pays participants (ENIS – European Network of Innovative Schools);
- le WP 15, qui entendait contribuer aux activités d'un laboratoire virtuel sur des pratiques de multimédia dans l'éducation.

Restent à évoquer des activités qui sont à considérer ad hoc tant qu'elles ne sont pas directement liées au groupe de pilotage. Nous en mentionnerons deux : les **Netd@ys** et le groupe **Citoyenneté**.

Bien que les Netd@ys aient été organisés en Suisse dès 1997, c'est depuis 1999 que la Suisse y participe officiellement dans un cadre européen, grâce au fait que c'est le EUN Office qui en a la responsabilité principale en Europe. Ceci a par exemple permis de faire figurer dans les publications de l'Union européenne les écoles suisses présentant des projets pour les **Netd@ys**, voire de financer certains projets particulièrement méritoires.

Pour ce qui est du groupe « Citoyenneté », l'initiative a été prise par la Suisse de réunir autour de EUN les responsables du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne autour de ce thème, afin de développer des travaux coopératifs entre écoles européennes sur le site EUN. Dans le cadre de la Worlddidac 2000 à Zurich, la Suisse a organisé une conférence internationale sur le thème « Internet et le citoyen apprenant ». Depuis, la Suède a transformé cette idée en un site permanent de EUN appelé MyEurope.

3. Plan de travail du 01.03.2001 au 28.02.2003

3.1 Travaux du Consortium

Le Consortium EUN s'est doté dès le départ d'un groupe de pilotage composé de membres délégués par les pays participants, le Steering Committee. D'autres organes ont été créés au fil des années afin de conseiller et d'assister le groupe de pilotage dans ses diverses tâches, qui ont rapidement augmenté avec le développement rapide du Consortium et de ses activités.

Steering Committee

Le Groupe de pilotage (Steering Committee) du Consortium EUN est composé de représentants des pays membres (pays de l'Union européenne, Islande, Israël, Norvège, Pologne, Slovaquie, Suisse et Maroc, ce dernier avec statut d'observateur). La Commission européenne est également présente avec le statut d'observateur. Le Groupe définit la politique du Consortium et surveille l'exécution du programme d'activités, sur la base des budgets ordinaires et extraordinaires alloués. Il peut compter sur des comités sectoriels spécialisés pour des activités plus spécifiques. En coopération étroite avec EUN Office, le Consortium développe des politiques européennes en matière de ICT, de concert avec la Commission européenne et, de plus en plus, avec le secteur privé.

Editorial Board

Il conseille le groupe de pilotage en matière de développement de contenus pour la plate-forme Internet de EUN et fonctionne comme point de contact entre les réseaux nationaux.

Communication group

Il a pour tâche de développer une politique d'information et de communication interne et externe sur toutes les activités agréées par le Consortium.

ENIS Liaison

Ce groupe de travail coordonne et stimule la collaboration et l'échange d'informations entre les écoles ENIS au niveau européen.

Technical group

Il se consacre à des tâches techniques, relatives en particulier à l'utilisation de normes communes pour la codification de l'information.

3.2 Activités prioritaires

Le Consortium a pour objectif de répondre aux besoins tant des enseignants que des apprenants en fonction des politiques nationales comme de celle de la Commission. Il possède donc plusieurs axes d'activités qui découlent normalement de ces objectifs fondamentaux. Il s'agit de l'innovation pédagogique, de la mise en œuvre de services pour les communautés d'enseignants et d'apprenants, de la mise en réseau des écoles et, enfin, du développement même du consortium EUN. Ce cadre général fixe les actions, dont certaines sont soutenues plus particulièrement par chaque partenaire en fonction de ses compétences et de ses intérêts propres. Voici une description des activités prioritaires de la Suisse.

A. Diffusion des informations au plan national

Sa participation au Consortium et aux projets EUN apporte à la Suisse beaucoup de valeur ajoutée, qu'il est essentiel de faire davantage connaître au plan national. Vu que cette participation concerne avant tout la pédagogie dans les écoles obligatoires, il faut que les informations soient diffusées non seulement aux décideurs du monde de la formation, mais aussi aux enseignantes et aux enseignants de l'école enfantine au secondaire II, et même au grand public. La diffusion des résultats peut notamment s'effectuer via :

- le Serveur suisse de l'éducation
- la Newsletter du CTIE
- le colloque national du CTIE et les colloques régionaux consacrés aux ICT
- la Worlddidac et le Salon du livre
- la rédaction d'articles dans des revues pédagogiques et dans les cahiers *Formation* de la presse généraliste
- la production périodique d'un prospectus trilingue.

Concrètement, il s'agit d'employer une personne à temps partiel qui ait comme charges de:

- participer aux séances EUN-CH
- rechercher les informations fournies par EUN et par les organisations et personnes suisses participant au Consortium et aux projets EUN
- trier, classer et mettre en forme (rédaction) ces informations
- en coordonner éventuellement la traduction dans une ou plusieurs langues nationales
- les diffuser, en particulier par l'intermédiaire du Serveur suisse de l'éducation
- transmettre des feedbacks aux comités concernés.

L'accroissement de la diffusion des informations au plan national doit développer de façon substantiel l'intérêt porté aux projets EUN par le monde la formation en Suisse et l'inciter à s'impliquer davantage dans ces projets.

B. Développement du réseau ENIS-CH

Il s'agit de soutenir activement les écoles innovantes qui réalisent avec leurs élèves des projets ICT intéressants et si possible de les intégrer au réseau suisse des écoles ENIS. Les contacts du CTIE avec les écoles ENIS-CH et des écoles ENIS-CH entre elles doivent s'amplifier et le nombre des écoles ENIS en Suisse augmenter de façon significative. Les écoles ENIS-CH doivent être informées des projets EUN existants ou en cours d'élaboration et être invitées à participer à ces projets.

Buts quantitatifs préparatoires :

- augmenter le nombre des écoles ENIS en Suisse
- amplifier les contacts entre le CTIE et les écoles ENIS-CH et des écoles ENIS-CH entre elles
- accorder un soutien financier aux écoles ENIS-CH participant aux projets pédagogiques de EUN.

Buts qualitatifs principaux :

- stimuler la participation des écoles ENIS-CH aux projets pédagogiques de EUN
- favoriser par la même la réalisation en Suisse de projets pédagogiques innovants et de qualité dans le domaine des ICT.

Les projets pédagogiques doivent être documentés et diffusés à l'intérieur du réseau ENIS-CH et plus largement à l'ensemble des écoles susceptibles de s'y intéresser.

C. Multilinguisme/Multiculturalisme

La Suisse est un pays plurilingue et multiculturel. L'Union européenne se trouve dans une situation analogue, c'est donc sur ce plan qu'une participation suisse au Consortium et aux projets EUN est particulièrement importante.

Il s'agit de participer aux initiatives et aux projets qui traitent du multilinguisme et du multiculturalisme. Les buts principaux sont :

- agrandir le réservoir des contenus pédagogiques dans les différentes langues européennes, surtout celles qui sont aussi parlées et utilisées en Suisse;
- participer à la traduction des contenus en anglais sur le site EUN avec l'Autriche, la France et l'Italie;
- élaborer une politique nationale d'accès à Internet pour les élèves qui s'intègre à des stratégies d'autres pays de EUN.

Les partenaires suisses gagnent de la valeur ajoutée en appliquant les connaissances et les exigences des initiatives et des projets EUN. De son côté, EUN peut profiter de l'existence réelle d'un plurilinguisme et d'un multiculturalisme en Suisse.

D. Coopération transfrontalière

Sur la base des expériences réalisées jusqu'ici dans le cadre des trois réseaux d'écoles européennes constitués par EUN (Virtual School, ENIS, MyEurope), il est proposé de développer des projets transfrontaliers de coopération entre des écoles suisses et des écoles des pays voisins, l'Allemagne, l'Autriche, la France et l'Italie.

Outre la valorisation des compétences acquises, il s'agit de renforcer les liens avec des communautés linguistiques et culturelles qui nous sont proches et d'inciter les écoles intéressées à élaborer un projet pédagogique commun pendant l'année scolaire 2001-2002.

Outre l'appartenance à un réseau de EUN et la proximité géographique, les critères de sélection des écoles devraient être, parmi d'autres, le soutien officiel de la part des établissements et la présentation d'un projet bilatéral ou trilatéral sur la base des spécificités des réseaux (curriculaire pour Virtual School, ICT pour ENIS et citoyenneté pour MyEurope). Le cumul de plusieurs spécificités n'est pas requis, mais peut être un atout transversal intéressant.

Cette proposition est à considérer comme complémentaire à celle concernant les investissements spécifiques consentis pour le renforcement de la présence des langues allemande et française, et dont l'ébauche existe déjà, suite à la proposition faite par Mme Odile de Chalendar (France).

E. Eléments de pilotage des activités ICT

A tous les niveaux (international, national, régional et local), les responsables des innovations basées sur les ICT s'accordent sur la nécessité d'élaborer une démarche/une méthodologie liées au pilotage des activités ICT.

Les premières tentatives (pseudo-indicateurs, ratios entre les équipements et les nombres d'élèves, comparaisons hasardeuses, enquêtes multiples précipitées) ont mis en évidence l'importance d'un travail de fond (collecte de données), la réflexion et les études préalables à développer. L'aspect évolutif et dynamique du processus n'échappe à personne.

Dans ce contexte, certains projets en cours (INSIGHT, KCTR, etc.) ou à venir (e-WATCH, VALNET, etc.) à l'intérieur du Consortium EUN, comme ceux développés via d'autres organismes (OCDE, EENet, IFIP, UNESCO, etc.) sont de première importance afin qu'en Suisse l'on soit enfin capable d'appréhender concrètement la problématique de l'innovation et du pilotage des activités ICT.

Participation aux projets, réunions/séminaires au niveau national doivent permettre sur les deux prochaines années de dégager une stratégie en Suisse en impliquant tous les acteurs.

F. Participation aux projets EUN : missions préparatoires

EUN est partie prenante dans un nombre important de projets de recherche et développement co-financés par la Commission dans le cadre des programmes SOCRATES (Minerva) et IST (Information Society). Sur la base du *European Schoolnet Work Programme 2001-2002* (voir annexes), la Suisse compte participer de façon sélective à un certain nombre de projets, soit parce qu'ils constituent un prolongement d'activités menées en 1999-2000, soit parce qu'ils représentent de nouvelles possibilités d'offrir ou de recevoir des savoirs et des savoirs-faire prioritaires en matière d'ICT, tant en Europe qu'en Suisse. A titre indicatif, il s'agit surtout des projets European School Treasury Browser (ETB), e-WATCH, European Knowledge Centre (EKC), OASIS et VALNET, de taille et de durée diverses. La participation à ces projets fera l'objet de contrats séparés; elle devra être congruente avec les investissements consentis dans des activités propres au Consortium, en particulier INSIGHT, ENIS et MyEurope.

4. Budget de la participation suisse

1. Cotation au Consortium EUN	Fr.	65'000.-
2. Travaux du Consortium		
<i>Steering Committee</i>	Fr.	20'000.-
Participation aux activités du groupe Déplacements et coordination générale		
<i>Editorial Board</i>	Fr.	20'000.-
Participation aux activités du groupe Déplacements et coordination générale		
<i>Communication group</i>	Fr.	20'000.-
Participation aux activités du groupe Déplacements et coordination générale		
<i>ENIS Liaison</i>	Fr.	20'000.-
Participation aux activités du groupe Déplacements et coordination générale et en Suisse		
<i>Technical group</i>	Fr.	20'000.-
Participation aux activités du groupe Déplacements et coordination générale		
3. Activités prioritaires		
<i>Diffusion des informations au plan national</i>	Fr.	45'000.-
Coordination, rédaction et diffusion des informations		
<i>Développement du réseau ENIS-CH</i>	Fr.	40'000.-
Soutien logistique et financier à des projets concrets des écoles		
<i>Multilinguisme / Multiculturalisme</i>	Fr.	30'000.-
Participation aux initiatives et actions de EUN		
<i>Coopération transfrontalière</i>	Fr.	40'000.-
Soutien à des travaux coopératifs d'école		
<i>Eléments de pilotage des activités ICT</i>	Fr.	30'000.-
Participation aux initiatives et actions de EUN Réunions/séminaires au niveau national		
<i>Participation aux projets EUN, missions préparatoires</i>	Fr.	10'000.-
Total intermédiaire pour 24 mois :	Fr.	360'000.-
TVA 7,6%	Fr.	27'360.-
Total	Fr.	<u>387'360.-</u>

5. Organisation de EUN-CH

Sur mandat de l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES), c'est le Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement (CTIE) qui assure en Suisse la coordination du projet EUN. Outre l'OFES et le CTIE, le Centre pédagogique des technologies de l'information et de la communication, Genève (CPTIC) et TECFA (Technologies de formation et d'apprentissage, Université de Genève) participent activement au projet.

Le groupe pilote de EUN-CH est composé de Pierre Bernasconi (CTIE), Matthias Forster (CTIE), Raymond Morel (CPTIC), Francis Moret (CTIE), Marino Ostini (OFES), Daniel Peraya (TECFA) et Jean-Claude Reiss (expert extérieur). Marino Ostini en assume la présidence et Pierre Bernasconi le secrétariat. Le groupe pilote se réunit au moins quatre fois par année. Il dirige et réalise les programmes d'activités de EUN-CH. Il peut être élargi à d'autres personnes suivant les besoins ou faire appel à d'autres experts.

Le groupe pilote de EUN-CH organise la répartition de ses propres membres dans les groupes et activités du Consortium EUN.

6. Perspectives

La Suisse devra dès cette année revoir sa participation au Consortium EUN, non pas sur le fond, mais dans sa forme. En effet, sa participation ne doit pas être mise en doute, mais il faudra séparer – aussi contractuellement – la participation aux activités dites de service du Consortium de la participation à des projets de recherche et développement sur les ICT dans lesquels EUN Office est soit leader, soit partenaire. Un grand effort reste également à faire, soit pour consolider, voire renforcer, le réseau des écoles innovantes ENIS (European Network of Innovative Schools), auquel la Suisse est associée, soit pour renforcer la présence de nos langues nationales en étroite collaboration avec l'Allemagne, l'Autriche, la France et l'Italie (la priorité a déjà été donnée sur le plan européen à l'allemand et au français, l'italien faisant partie des viennent ensuite), soit pour mieux faire connaître EUN en Suisse.

Non membre de l'Union européenne, la Suisse doit à la fois continuer à assurer une présence de qualité dans les organes de EUN et ne pas se laisser dépasser par d'autres pays non membres de l'Union et déjà associés au Consortium. L'ouverture de EUN vers l'Europe centrale et orientale et vers les pays de la Méditerranée est à la fois un atout et un défi.

Le programme de travail 2001-2002 du Consortium EUN est riche de promesses, mais il faudra faire des choix judicieux, en fonction aussi des priorités nationales et des ressources humaines et financières à disposition. L'OFES, responsable du soutien aux partenaires suisses actifs dans des projets de recherche et de développement de l'Union européenne et de toutes les autres organisations intergouvernementales, est certainement prêt à continuer à assumer son rôle moteur, mais les autorités cantonales et les autres autorités nationales responsables des ICT devraient s'associer à cet effort avec des ressources propres. La formation initiale et continue des enseignants et des formateurs reste une priorité, et la participation à des projets de EUN peut certainement aider à placer cette formation dans une dimension supranationale. Mais les besoins en recherche en éducation seront de plus en plus importants, que ce soit en matière de développement systématique de statistiques et d'indicateurs sur les ICT ou de reconnaissance et de portabilité des formations au ICT, ou encore d'accès, de création et d'utilisation de l'information sur le Net, pour ne citer que quelques exemples.

Dans le cadre de EUN-CH, la Suisse va pouvoir développer une véritable politique nationale d'éducation et de recherche en éducation dans le domaine des ICT. Les personnes actives depuis dix ans dans des projets de recherche et développement de l'Union européenne ou de l'OCDE pourraient former un premier noyau d'experts à mettre au service de la Task Force *ICT et formation*, à laquelle participent notamment la CDIP, l'OFCOM, l'OFES et l'OFFT. A la Task Force de dégager ensuite des lignes-forces congruentes avec celles déjà en place tant sur le plan cantonal que sur le plan fédéral.

Avec l'incontournable préparation à la société de l'information et à l'ère de l'apprentissage tout au long de la vie, la participation aux travaux du Consortium EUN ouvre à la Suisse de larges horizons.

EUN - Coordination Suisse

Procès-verbal de la séance du 14 février 2001, CTIE, Berne, 14.30 h. à 16.30 h.

Présents : P. Bernasconi (procès-verbal), R. Morel, F. Moret, M. Ostini (présidence), D. Peraya

	Urg. ?	Qui ?	Quanc
<p>1. Ordre du jour (tous) L'ordre du jour proposé est accepté. 1. Ordre du jour (tous) 2. Redéfinition des contenus du projet «Participation suisse au Consortium EUN» (tous) 3. Divers (tous)</p>			
<p>2. Redéfinition des contenus du projet «Participation suisse au Consortium EUN» (tous) La séance est expressément consacrée à ce point. Sur la base des remarques et des contributions de chacun, Pierre Bernasconi rédige une nouvelle version du projet et la soumet à M. Ostini pour validation. F. Moret envoie le projet validé à Monsieur Schuwey, Directeur de l'OFES.</p>		PB MO FM	2.3.0
<p>3. Divers (tous) Pierre Bernasconi assume désormais le secrétariat et la coordination de EUN-CH. Nouveau collaborateur du CTIE, Mathias Forster assume désormais la coordination de ENIS-CH. Il participera aux prochaines séances.</p>			

Prochaine séance :

6 avril 2001, CTIE, Berne, 8.30 h. à 11.30 h.

PARTICIPATION SUISSE AU CONSORTIUM EUN

Nom du Consortium : EUN European Schoolnet

Période d'activité : 24 mois (du 01.03.2001 au 28.02.2003)

Responsable : Francis Moret

Nationalité : suisse
Fonction : Directeur

Adresse prof. : Centre suisse des technologies de l'information
dans l'enseignement (CTIE)
Case postale
Erlachstrasse 21
CH-3000 Berne 9

Tél. : +41 (0)31 301 20 91
Fax : +41 (0)31 301 01 04
E-mail : f.moret@educa.ch

EUN-CH

Sheet

RAPPORT D'ACTIVITES 1998 – 2000
sur la
PARTICIPATION SUISSE
au
CONSORTIUM EUN-SCHOOLNET
et au
PROJET MULTIMEDIA MM1010

**Groupe de coordination suisse: Marino Ostini (OFES),
Francis Moret (CTIE), Christian Langenegger (CTIE),
Raymond Morel (CPTIC), Pierre Dunand-Filliol (CPTIC),
Daniel Peraya (TECFA), Allison Piguet (TECFA)**

Décembre 2000

TABLE DE MATIERES

1. Résumé.....	3
2. Introduction.....	4
2.1. Les organes du Consortium EUN	4
2.2. Le projet Multimédia -EUN MM1010.....	5
2.3. Multiculturalisme, multilinguisme : La participation suisse.....	5
3. EUN Consortium	7
4. EUN Project MM1010	8
4.1. Work Package 08.....	9
4.2. Work Package 12.....	10
4.3. Work Package 13.....	11
4.4. Work Package 15.....	12
5. Perspectives.....	13
Annexe : Rapport financier.....	14

1. RESUME

L'initiative européenne EUN Schoolnet vise à créer un réseau des réseaux éducatifs en Europe et à offrir aux écoles des services multimédias éducatifs en ligne de haute qualité. Les 15 Etats membres de l'Union européenne (EU) ainsi que l'Islande, la Norvège, la Suisse, la Slovénie et Israël participent à cette initiative. Comme la Slovénie, d'autres pays d'Europe centrale et orientale rejoindront progressivement cette initiative. Les premières expériences montrent les avantages pédagogiques à en attendre: des opportunités accrues d'ouverture, une plus grande facilité dans la recherche de ressources éducatives de qualité, le sens du travail collectif autour de thèmes d'intérêt commun et, ce faisant, la familiarisation avec les différences culturelles et linguistiques.

La participation d'une Suisse plurilingue et pluriculturelle au projet EUN Schoolnet est particulièrement importante. Elle s'inscrit dans la logique d'une politique de l'éducation ouverte tant à d'autres cultures qu'aux technologies de l'information et de la communication.

Concernant le Consortium EUN, la Suisse est représentée ACTUELLEMENT dans le Steering Committee (Groupe de pilotage) et a participé aux travaux de l'Editorial Board, du Technical Group, du Communication Group et aux Netdays.

Quant aux tâches (WP) du projet MM1010 – réglé contractuellement entre EUN et la Commission - parmi la vingtaine de tâches à réaliser, la Suisse a apporté sa contribution à quatre d'entre elles:

- Le WP 8, qui avait pour objectif de développer un environnement virtuel d'apprentissage général compatible avec la plate-forme d'EUN.
- Le WP 12, qui entendait contribuer aux activités de l'école virtuelle en proposant de développer un exemple de librairie virtuelle.
- Le WP 13, qui visait à mettre en place un réseau d'écoles novatrices dans tous les pays participants.
- Le WP 15, qui entendait contribuer aux activités d'un laboratoire virtuel sur des pratiques de multimédia dans l'éducation.

Les perspectives sont rassurantes si EUN parvient à se rendre à la fois plus autonome dans son fonctionnement au service de ses partenaires nationaux et plus « indispensable » à la Commission pour qu'elle atteigne les objectifs fixés dans le cadre des ses propres initiatives.

2. INTRODUCTION

2.1. LES ORGANES DU CONSORTIUM EUN

Le Consortium EUN s'est doté dès le départ d'un groupe de pilotage composé de membres délégués par les pays participants, le **Steering Committee**. Ce groupe de pilotage, présidé dans un premier temps par M. Ulf Lundin, Suède, est désormais dirigé par Ferry De Rijke, Pays Bas, qui a repris la présidence lorsque M. Lundin a été nommé Directeur du EUN Office. La Suisse y est représentée par M. Ostini, OFES, en fonction surtout de ses charges en matière de coopération internationale multilatérale. D'autres organes – essentiellement de conseil – ont également été créés au fil des années, afin de conseiller le groupe de pilotage et EUN Office, qui a connu une extension foudroyante depuis sa création. A noter que la Commission européenne participe régulièrement aux délibérations du groupe de pilotage en tant qu'observateur.

Le groupe de pilotage a essentiellement pour tâche d'analyser les besoins, de fixer les objectifs, d'établir les priorités, et d'établir les règles de fonctionnement du Consortium, que ce soit en matière de mise en réseau des politiques nationales et européenne, de coopération avec EUN Office et l'industrie privée, de travail coopératif entre écoles européennes, de participation à des projets internationaux de recherche et de développement, d'évaluation, et de collecte, dissémination et utilisation de données, de formation présentielle ou virtuelle des enseignants. Ceci s'opère essentiellement autour des discussions centrées sur le programme annuel de travail, le budget et – à plus long terme – ce qui est présenté comme Business Plan.

Bien que des groupes ad hoc se soient formés le long de la route, les organes de conseil officiellement créés sont l'**Editorial Board**, le **Communication Group** et le **Technical Group**. L'**Editorial Board** a été créé avec le souci principal de définir le contenu et la structure du site Internet du Consortium, de développer le projet de l'Ecole virtuelle de EUN, de donner régulièrement une page sur le site à un réseau ou site national. Ses activités se poursuivent sous la présidence de la représentante de la France.

Le **Communication Group** a eu dès le départ pour tâche de développer une politique d'information et de communication interne et externe sur toutes les activités agréées par le Consortium. Cela comporte également des responsabilités pour les partenaires nationaux, afin que soient livrées régulièrement des informations sur EUN aux acteurs actifs sur le terrain national et local et, vice-versa, que l'agence nationale livre régulièrement au réseau européen des informations sur les activités locales. Ses activités se poursuivent sous la présidence du représentant de l'Autriche.

Le **Technical Group** s'est essentiellement attelé à des tâches plus techniques, relatives entre autres à l'utilisation de normes communes pour la codification de l'information, un utilisant par exemple les résultats de travaux effectués au sein du projet multimédia phare de EUN (MM 1010) et du Consortium européen Prometeus (Dublin Core) dans le domaine des métadonnées. Bien que les travaux de ce groupe doivent se poursuivre, en principe sous la présidence du représentant de l'Espagne, il n'est pas encore établi comment ce travail se distinguera de celui du « Technical Forum », qui veut inclure des réflexions semblables, mais à mener en étroite collaboration avec le secteur privé des technologies de l'information et de la communication

Restent à évoquer des activités qui sont à considérer ad hoc, tant qu'elles ne sont pas considérées comme des activités au service du groupe de pilotage ou du EUN Office, mais dans leur giron. Nous en mentionnerons deux, dans lesquelles la Suisse a également participé dans le cadre de EUN : les **Netdays** et le groupe « **Citoyenneté** ».

Bien que les Netdays aient été organisés en Suisse déjà avant, c'est depuis 1999 que la Suisse y participe officiellement dans un cadre européen, et ceci grâce au fait que c'est le EUN Office qui en avait la responsabilité principale en Europe, toujours en relation étroite avec le pays présidant l'Union européenne (la Finlande en 1999, la France en 2000). Ceci a par exemple permis d'être présent officiellement dans toutes les publications de l'Union européenne, de pouvoir faire figurer les écoles suisses présentant des projets, voire d'en financer certaines particulièrement méritoires. Pour ce qui est du groupe « Citoyenneté », l'initiative a été prise par la Suisse de réunir autour de EUN les responsables du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne autour de ce thème, afin de développer des travaux coopératifs entre écoles européennes sur le site EUN. Dans le cadre de la Worlddidac 2000 à Zurich, la Suisse a organisé une conférence internationale sur le thème de « Internet et le citoyen apprenant ». Depuis, la Suède a transformé cette idée en un site permanent de EUN appelé MyEurope. Les travaux vont se poursuivre dans le cadre de la présidence suédoise de l'Union européenne.

2.2. LE PROJET MULTIMEDIA -EUN MM1010

Ce projet a été lancé en décembre 1997 dans le cadre du plan d'action européen *Apprendre dans la société de l'information* à l'instigation du ministre suédois de l'Education de l'époque, Mme Y. Johansson. Ce projet visait à fédérer les établissements scolaires à partir d'une plate forme multimédia de communication, d'information et de collaboration dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Il s'agissait de construire un réseau de réseaux, collaboratif et ouvert, au service des écoles européennes.

Celui-ci a créé un cadre à l'intérieur duquel les autorités scolaires nationales, les universités, les écoles quel qu'en soit le niveau et l'industrie puissent travailler ensemble à l'introduction des TIC au plan des contenus, de la pédagogie, des outils, des services et des ressources. Il peut constituer une occasion importante pour favoriser la coopération transnationale et multilingue, pour développer une technologie appropriée et contribuer à son introduction dans les écoles, pour œuvrer au développement de curricula et de plans d'études, à la formation des maîtres comme au développement de matériaux et de ressources pédagogiques. Enfin, l'échange d'exemples pertinents tirés de la pratique éducative dans les pays membres pouvait constituer un des facteurs d'entraînement et de motivation pour tous les participants.

Au niveau opérationnel, pour atteindre ces objectifs, une plate-forme modèle existait sur Internet. Elle permettait aux élèves et au corps enseignant d'accéder à des informations et à des prestations de grande qualité. Une série de supports multimédia permettait la création d'une école virtuelle et d'un institut virtuel de formation des enseignants. Par ailleurs, des aides innovatrices étaient également élaborées pour faciliter l'introduction des TIC dans les écoles.

Si European Schoolnet se définit comme un réseau scolaire européen, il faut avant tout le considérer comme un réseau de réseaux. Chaque pays membre en effet se faisait le relais des différents acteurs et partenaires nationaux engagés eux-mêmes entretenant leur propre réseaux de collaboration locaux, professionnels, disciplinaires, thématiques ou par niveau d'enseignement. La structure du réseau EUN était donc largement décentralisée et fédère et référence un nombre important de sites scolaires et éducatifs.

2.3. MULTICULTURALISME, MULTILINGUISME : LA PARTICIPATION SUISSE

Les organisations suisses engagées dans le projet EUN ont le privilège de bénéficier d'un contact direct avec les organisations semblables des pays de l'UE. Elles sont informées de ce qui se passe et de ce qui est prévu en Europe en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les écoles. Il faut relever que les retombées concrètes du projet EUN ne sont pas encore partout perceptibles au niveau des établissements scolaires de notre pays.

Sur mandat de l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES), c'est le Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement (CTIE) qui assure en Suisse la coordination du projet EUN Schoolnet. Outre l'OFES et le CTIE, le Centre pédagogique des technologies de l'information et de la communication, Genève (CPTIC) et TECFA (Technologies de formation et d'apprentissage, Université de Genève) participent activement au projet.

Ce réseau européen de réseaux nationaux qu'est EUN est par essence transnational, et pour la Suisse il doit être naturellement multilingue et multiculturel. Outre la Suisse, d'autres pays partenaires sont également multilingues et multiculturels. Ils proposent donc à l'Europe leur expérience, leurs compétences, des exemples de comportements, de communication et de fonctionnement – mais aussi parfois de dysfonctionnement – interculturels et multilingues dont le projet tout entier peut bénéficier.

Du point de vue linguistique, il s'agit là d'exemples qui peuvent apparaître comme une alternative à la tentative d'uniformisation à travers une langue unique dérivée d'un anglais standardisé.

La conception d'un plan d'action, la définition des orientations générales et des principales lignes de travail dépendent tout d'abord des Ministères de l'éducation et des autorités de tutelle représentés au sein du Consortium EUN en concertation avec la Commission Européenne. Mais sans concertation avec et sans relais de la part des acteurs de terrain, représentés par leur organisations professionnelles et/ou sectorielles, de telles initiatives ne peuvent réussir. Le management d'EUN doit intégrer dans un processus de concertation et de régulation les acteurs de tous les niveaux du système éducatifs et de leur organisations représentatives, depuis le Ministère jusqu'aux enseignants et aux élèves, en passant notamment par les chefs d'établissement dont dépendent l'orientation générale et le degré de développement en matière d'usage des technologies.

EUN, comme tout projet européen, présente une forte composante identitaire européenne. L'un des objectifs en effet est d'œuvrer à la construction d'une identité européenne à travers la mise en relation des réseaux locaux et nationaux. Parallèlement cette mise en commun devra faire apparaître la diversité et la richesses des cultures et des langues des partenaires.

EUN apparaît comme le lieu d'une double mouvement : d'une part, reconnaître et favoriser la diversité, du multiculturalisme et du multilinguisme en Europe, d'autre part construire une identité européenne commune sur cette base.

3. EUN CONSORTIUM

Afin de mieux comprendre le fonctionnement des opérations liées à EUN, il faut distinguer nettement le Consortium EUN du projet libellé MM1010. Le terme *European Schoolnet* – pas traduit et utilisé tel quel dans toutes les langues – s'applique certes aux deux, mais de façon différenciée. Il faut savoir que c'est suite au lancement par l'Union Européenne du plan d'action en faveur de la société de l'information, qu'une Task Force Multimédia a été créée au sein de la Commission, afin de lancer une dizaine de projets éducatifs pilotes. Parmi ces projets - financés transversalement par cinq Directions Générales, dont celles de la recherche et de l'éducation et de la formation – il y eut *European Schoolnet*, avec le nom de code MM1010. Mais plus important, il faut se rappeler que ce projet a été soumis pour approbation à la Commission par un Consortium de recherche constitué par des ministères de l'éducation, avec à la tête les suédois. C'est seulement par la suite que ce Consortium s'est donné des statuts et un Memorandum of Understanding interministériel. Ceci, afin d'assurer une pérennité de l'opération allant au delà de juin 2000 et des modalités de financement différentes de celles régissant un projet de recherche de la Commission.

Aujourd'hui, et ceci grâce aux cotisations des membres, le Consortium EUN fonctionne avec un Bureau Central à Bruxelles (EUN Office) et des organes décisionnels et des groupes de travail structurés autour du Groupe de pilotage (Steering Committee) représentant les intérêts des pays membres. Ce qui suit est un bref résumé des activités de ces groupes qui, bien qu'au départ une émanation des *Workpackages* du projet MM1010, aspirent à une existence propre au sein du Consortium, puisque appelés à durer dans le temps.

C'est en participant à MM1010 – même si ce n'est que de manière sélective dans quatre Workpackages – que la Suisse s'était également assurée une place à part entière dans le Consortium EUN, où elle joue souvent un rôle actif, voire fort apprécié. Durant ces deux dernières années le consortium s'est imposé incontournable vis-à-vis de la communauté et des partenaires de l'industrie.

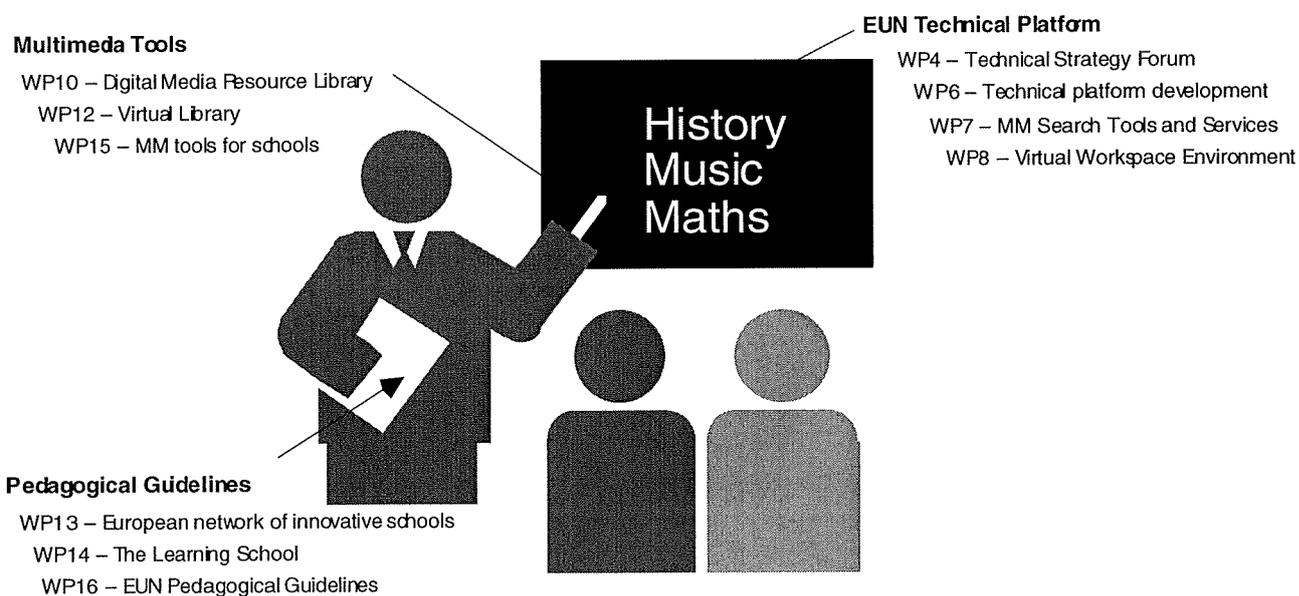
4. EUN PROJECT MM1010

Le projet MM1010 European Schoolnet avait pour but de développer un réseau scolaire d'information afin d'en faire une plate-forme de communication multimédias.

Le European Schoolnet, qui est l'une des réalisations concrètes du plan d'action *Learning in the Information Society*, est une sorte de *réseau des réseaux*. En tant que tel, il est un exemple parfait de la collaboration européenne. A ce niveau, il crée donc une importante plus-value.

Grâce à une collaboration renforcée sur Internet, une plus-value a été créée au niveau pédagogique et technique. Celle-ci bénéficie aux écoles de toute l'Europe. Une plate-forme de développement a également vu le jour. Elle permet de créer et d'échanger des projets ICT utiles aux écoles ainsi que des technologies adaptées. L'utilisation des ICT à l'école encourage un renforcement de la coopération des instances en charge de la formation, des universités et des milieux industriels.

Le projet MM1010 se composait d'une série de *Work Packages* répartis en trois catégories.



La Suisse a participé à l'élaboration de quatre *Work Packages*, émanant de chacune des trois catégories :

EUN Technical Platform
WP08 Virtual Workspace Environment - TECFA, Genf

Multimedia Tools
WP12 Virtual Library - TECFA, Genf
WP15 Multimedia Tools for Schools - CPTIC, Genf

Pedagogical Guidelines
WP13 ENIS, European Network of Innovative Schools - SFIB, Bern

OBJETIFS DU WP 08 ET CONTRIBUTION DE TECFA

L'objectif global de WP08 est de développer un environnement virtuel d'apprentissage général et adaptable (VWE) compatible avec la plate-forme d'EUN. Le WP08 a eu pour objectifs essentiellement de :

- créer un VWE, contenant des outils pour le de base de transmission et de collaboration ;
- développer le Kernel, qui sera le cadre et la base du de VWE ;
- valider et tester le VWE dans les écoles ENIS.

Dans ce contexte, TECFA s'est vu confié la tâche de décrire et de participer à l'élaboration du cahier des charges des outils pédagogiques pour le VWE ainsi que d'évaluer et tester le VWE dans le cadre des écoles ENIS.

L'entrée tardive de la Suisse dans le projet, les difficultés organisationnelles propres au *WP Leader* ainsi que son manque de coordination et de direction durant le projet ont amené certaines modifications des tâches et de la collaboration de TECFA au WP08.

ETAPES DE REALISATION

TECFA s'est investi dans une recherches concernant les campus virtuels, les environnements Web (*web-integrated learning environment*), et les outils pédagogiques dont le résultat majeur consiste en un cadre d'analyse des outils des campus virtuels.

- Un premier état, Le campus virtuel @ TECFA, a été écrit sur la base de l'expérience de TECFA et de son propre campus virtuel. Il s'agit d'une première taxonomie d'outils.
- Plusieurs publications et présentations publiques ont permis de développer cette taxonomie qui a de plus été utilisée pour analyser d'autres campus virtuels en Suisse. Ce travail trouve son aboutissement dans les quatre études de cas réalisées à l'occasion du Rapport d'information sur les mondes virtuels écrit à la demande de l'OFPT en septembre 1999. L'Introduction propose une synthèse du cadre théorique et méthodologique de référence..

En l'état actuel, il s'agit du VWEd'un noyau formel qui implémente des possibilités mais pour lequel il n'existait encore ni outils ni scénarios pédagogiques réels ; il s'agit donc bien d'un modèle formel du VWE.

Aussi TECFA a-t-il fait clarifier son rôle durant la seconde phase du projet, celle de l'étape pédagogique, en ces termes:

- TECFA décrira tous les outils pédagogiques pour le VW, leur but pédagogique et leur fonctionnalité tels qu'ils sont énumérés dans le Multimédia Call d'EUN. Chaque outil sera décrit par ses spécifications pédagogiques et fonctionnelles, indépendamment du système.
- TECFA à utilisera ces outils pour développer les scénarios pédagogiques pour le VWE. Ces scénarios seront constitués en combinant de divers outils indépendants pour créer des sortes de *templates* d'activités pédagogiques.

L'expérience du WP8 a mise en commun avec celle du WP12 lors de l'évaluation de l'interface 3D créée en collaboration avec la BDP (Florence).

- EUN-Schoolnet Project Overview
http://tecfa.unige.ch/tecfa/research/eun/schoolnet/project1_overview.html
- TECFA's EUN-Schoolnet Site
<http://tecfa.unige.ch/proj/eun/welcome.html>
- WP08 Project schedules and updates
<http://www.vwe.nu/>
- WP08 VWE Report
http://tecfa.unige.ch/proj/eun/resources/wp08/vwe_report.pdf

OBJETIFS DU WP 12 ET CONTRIBUTION DE TECFA

Le WP12 entend contribuer aux activités de l'école virtuelle en proposant de développer un exemple de librairie virtuelle visant à notamment à créer et de diffuser des modèles innovants de sites éducatifs, un environnement interactif ainsi que des ressources éducatives. Le WP12 avait aussi pour objectifs de constituer un réseau européen afin d'accomplir ces différentes tâches. Enfin, il devait analyser et comparer les expériences réalisées dans différents pays partenaires évaluer, enfin évaluer les environnements de la bibliothèque virtuelle développés dans le cadre du projet.

La contribution de TECFA a porté sur deux aspects: le premier, d'ordre technique, est orienté vers la programmation 3D –VRML tandis que le second est d'ordre pédagogique et axé sur l'expérimentation et l'évaluation de la librairie virtuelle en milieu scolaire, en relation notamment avec le WP 13 (Ecoles ENIS) et d'autres écoles non-ENIS.

TECFA s'est engagé dans le WP 12 sur une base principalement technologique visant à l'expérimentation d'interface 3 D pour la navigation au sein de la Bibliothèque Virtuelle. La demande explicite du WP leader à l'égard de TECFA a été en effet de cet ordre : apporter une aide au développement de l'interface et d'outils 3D pour la Bibliothèque Virtuelle. Cette participation a dû être décalée par rapport à l'ensemble du projet.

ETAT D'ACHEVEMENT DU PROJET

Une première visite préparatoire de a été organisée afin de fixer les contraintes et spécifications communes de développement. Pour des raisons techniques, le projet a connu un important décalage par rapport au plan de travail négocié avec le WP Leader.

Finalement, il a été convenu que TECFA développerait une interface 3D pour la Bibliothèque Virtuelle présentant des caractéristiques plus adaptées au public cible et notamment un mode d'interaction et de navigation basé sur un registre de représentation non verbal. Autrement dit, il s'agit de scénariser, de narrativiser le mode de requête et de recherche, enfin de créer une interface ludique qui médiatise ces nouveaux scénarios.

Selon la demande des partenaires grecs de la Lambrakis Reseach Foundation (LRF), TECFA a mené une évaluation de la BDP's Virtual Library auprès de cinq experts. Un rapport d'évaluation a été écrit sous le titre *Expert Evaluation of the Virtual Library (2D): A Qualitative and Quantitative Analysis*.

Le rapport final a été envoyé à la LRF qui a intégré ces informations dans le rapport général

Après l'établissement d'un premier projet soumis au WP leader, qui a été bien reçu, la TECFA a commencé le développement de l'interface 3D. On s'était convenu d'organiser une période d'expérimentation dès le printemps 2000 en coordination avec l'évaluation des scénarios pédagogiques prévus pour le campus virtuel du WP 8. Une évaluation de l'environnement 3D a été réalisée selon des critères identiques à ceux de l'évaluation de la Bibliothèque Virtuelle 2D mais avec un échantillon différent (5 enseignants dont deux du réseau ENIS, 5 étudiants et 5 experts). Le rapport d'évaluation a été publié sous le titre *Analysis of the Virtual Library (3D): Expert, Teacher, and Student Evaluation*.

- The Virtual Library (BDP's 2D version)
<http://www.bdp.it/parco/>
- The Virtual Library (TECFA's 3D version)
<http://tecfa.unige.ch/staf/staf-e/delhom/VRMLtry/exterieur.wrl>
- TECFA's Final Report: Expert Evaluation of the Virtual Library (2D version)
http://tecfa.unige.ch/proj/eun/resources/wp12/2D_evaluation/docs/evaluation2D_final.pdf
- Final Report: Expert and Teacher Evaluation of the Virtual Library (3D version)
http://tecfa.unige.ch/proj/eun/resources/wp12/2D_evaluation/docs/evaluation3D_final.pdf

OBJECTIFS

Le groupe de travail WP13 a été divisé en deux :

Ecoles ENIS

Chaque pays devrait définir env. 30 écoles ENIS. (ENIS: European Network of Innovative Schools). Il devrait s'agir d'écoles qui d'une part disposent d'une infrastructure ICT suffisamment développée et qui d'autre part se servent de cette infrastructure pour mener à bien des projets novateurs.

PRE-ENIS to ENIS

Dans la deuxième partie du projet, un programme d'aide spécial devrait être proposé aux écoles pilotes qui disposent d'une infrastructure ICT suffisamment développée mais qui ne s'en servent pas de manière novatrice. Celles-ci devraient ainsi pouvoir obtenir le statut ENIS.

RESULTATS**Ecoles ENIS**

Dans un premier temps, des critères auxquels les écoles ENIS devraient répondre ont été définis. Les responsables du Workshop sont parfaitement conscients du fait que les écoles européennes ENIS forment un tout relativement hétérogène. En effet, les écoles des pays participants ont des niveaux techniques très différents. www.en.eun.org/menu/enis/set-enis-criterias.html
Les écoles ENIS devraient se distinguer par leur labelling ainsi que par leur offre de services.

ENIS est très apprécié du projet EUN. En effet, il s'agit d'un des seuls WP qui offre un contenu au projet dans le domaine pédagogique.

En Suisse, 14 écoles ENIS ont reçu leur diplôme en novembre 2000. Vous pourrez trouver une liste des écoles ENIS sur : www.educa.ch/eun/enis/

PRE-ENIS to ENIS

Dans la deuxième partie du projet, un programme d'aide spécial a été proposé aux écoles pilotes qui disposent d'une infrastructure ICT suffisamment développée mais qui ne s'en servent pas de manière novatrice pour qu'elles atteignent le statut ENIS (PRE-ENIS). Des écoles de Belgique, du Danemark, d'Irlande, du Portugal et de Suisse ont participé à ce projet pilote. Dans un premier temps, les écoles PRE-ENIS ont défini leur statut dans le domaine des ICT. Dans un deuxième temps, des concepts ont été élaborés. Dans un troisième temps enfin, ceux-ci ont été mis en oeuvre grâce à des plans d'action.

Un Workshop a été organisé lors de chacune des phases PRE-ENIS, ce que les écoles participantes ont beaucoup apprécié. Le projet EUN a reconnu la qualité de la méthode PRE-ENIS. Cependant, il estime qu'au vu du budget disponible, elle ne peut être financée dans le cadre du projet Multimédias.

Le WP13 s'est achevé dans les délais.

En Suisse, le WP13 a été mis au point et coordonné par le CTIE. Ce dernier a désigné les écoles ENIS suisses et a dirigé le processus PRE-ENIS to ENIS en Suisse.

PERSPECTIVES

A l'avenir, les travaux entrepris dans le domaine ENIS devraient se concentrer sur la Suisse. De plus, des activités communes avec d'autres écoles ENIS suisses ou européennes devraient être organisées.

Le WP15 entendait contribuer aux activités d'un **laboratoire virtuel sur des pratiques de multimédia dans l'éducation**. Il répondait aux besoins et aux buts suivants :

- rechercher et cataloguer des environnements de développement de multimédia de référence dans un contexte éducatif et pédagogique.
- concevoir, mettre sur pied un site web pour un laboratoire virtuel de production de multimédia éducatifs.
produire et offrir des ressources en ligne de formation pour les enseignants portant sur les outils multimédia retenus par des indications techniques, méthodologiques et pédagogique en prise directe avec des projets et des activités en classe.
- rapporter et faire connaître des expériences pilotes en classe qui tirent le meilleur parti d'applications multimédia, des pratiques exemplaires tirées de la vie quotidienne dans les écoles du réseau d'EUN Schoolnet, notamment.

RAPPEL DES CONTRIBUTIONS DU CPTIC

Conçu et réalisé par le CPTIC, le modèle APPLAUSE proposait un centre de ressources virtuel - conçu comme une boîte à outils sur les formations, ressources, usages pédagogiques - dont la saisie, l'organisation et la mise à jour suit une structure précise.

Trois formulaires se complétant mutuellement sont en ligne à partir d'un serveur 4D (4eme Dimension, ACI). Ils permettent de:

- saisir des informations destinées à mieux présenter et comprendre les utilisations pédagogiques d'un produit multimédia spécifique ou non.
- récolter des données sur les offres de formations liées aux applications pédagogiques des ressources multimédia envisagées.
- rassembler des descriptions d'utilisations pédagogiques d'outils multimédia en classe et dans des situations d'apprentissage concrètes (émergence de pratiques nouvelles).

Enfin, l'interface de saisie et de consultation a été complété par une consultation en ligne qui permet à tous les partenaires intéressés d'accéder à des informations pertinentes, précises et utilisables dans leur travail concret en classe. En effet un *moteur de recherche* original a été créé par le CPTIC, dont la philosophie sera appelée à être systématisée tant sur le plan, que sur le plan local du centre genevois qui généralisera l'application de ce modèle pour l'accès aux ressources dans le site du centre.

En dehors de ces considérations techniques, il était intéressant de noter que grâce à son intégration dans le portail de EUN Schoolnet, la pérennisation des résultats au niveau européen et global était formellement possible et a effectivement mise en oeuvre. Ce transfert a été réalisé grâce à plusieurs réunion de travail à Bruxelles, même si dernières ont eu lieu tout à la fin de la seconde année à cause de la passivité remarquable des responsables du projet. En réalité, la gestion finale du WP 15 a dû être prise en charge par le bureau d'EUN Schoolnet, qui depuis Bruxelles, a assuré le coordination et la réalisation des tâches auxquels les autres partenaires s'étaient engagés.

La participation du CPTIC au consortium européen lui permettait de concevoir et développer une base de données (sous 4D) avec une interface web intégrant outil TICE, formation à ceux-ci et pratiques exemplaires tirant parti des TICs dans l'enseignement et le savoir-faire qui en découle - le modèle APPLAUSE

<http://wwwedu.ge.ch/cptic/prospective/projets/eun/welcome.html>

5. PERSPECTIVES

Sur le plan international, EUN est maintenant largement reconnu comme un moteur majeur de coordination de l'intégration européenne des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la pratique éducative, scolaire d'abord, mais également dans d'autres secteurs et niveaux, tant de développement professionnel que de collaboration avec l'entreprise privée. Par sa participation, la Suisse fédérale, multilingue et multiculturelle a la chance de s'insérer dans une réflexion sur les TIC qui préoccupe et intéresse tous les ministères de l'éducation nationale et ses multiples partenaires, tant publics que privés. Par sa participation, la Suisse apporte ses spécificités et apprend à affiner ses politiques nationales en se frottant aux expertises des pays limitrophes qui partagent la même langue et la même culture et en s'insérant par là même à des projets de recherche et de développement mis en route dans tous les pays de l'Union européenne et de l'OCDE.

A partir de 2001, la Suisse devra revoir sa participation au Consortium EUN, non pas sur le fond, mais dans sa forme. En effet, sa participation ne doit pas être mise en doute, mais il faudra séparer – aussi contractuellement – la participation aux activités dites de service du Consortium et la participation à des projets de recherche et de développement sur les TIC, dans lesquels EUN Office est soit leader, soit partenaire. Un grand effort reste également à faire, soit pour consolider, voire renforcer le réseau des écoles innovantes (ENIS – European Network of Innovative Schools) auquel la Suisse est associée, soit pour renforcer la présence de nos langues nationales en étroite collaboration avec la France, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie (la priorité a déjà été donnée sur le plan européen au français et à l'allemand, l'italien faisant partie des viennent ensuite), soit pour mieux faire connaître EUN en Suisse.

Pour la Suisse, pays non membre de l'Union européenne, il s'agira à la fois de continuer à assurer une présence de qualité dans les organes de EUN et de ne pas se laisser dépasser par d'autres pays non membres déjà associés au Consortium, tels la Slovaquie et la Pologne, voire Israël et le Maroc. L'ouverture vers l'Europe centrale et orientale et vers les pays de la Méditerranée est à la fois un atout et un défi. Le programme de travail 2001-2002 du Consortium EUN est riche de promesses, mais il faudra faire des choix judicieux, en fonction aussi des priorités nationales et des ressources humaines et financières à disposition. L'Office fédéral de l'éducation et de la science, responsable du soutien aux partenaires suisses actifs dans des projets de recherche et de développement de l'Union européenne et de toutes les autres organisations intergouvernementales, est certainement prêt à continuer à assumer son rôle moteur, mais les autorités cantonales et les autres autorités nationales responsables des TIC devraient s'y associer avec des ressources propres. La formation initiale et continue des enseignants et des formateurs reste une priorité et la participation à des projets de EUN peut certainement aider à placer cette formation dans une dimension supranationale. Mais les besoins en recherche en éducation seront de plus en plus importants, que ce soit en matière de développement systématique de statistiques et d'indicateurs sur les TIC ou de reconnaissance et de portabilité des formations au TIC ou encore d'accès, de création et d'utilisation de l'information sur le Net, pour ne citer que quelques exemples.

Par sa participation au Consortium EUN, la Suisse va pouvoir développer une véritable politique nationale d'éducation et de recherche en éducation dans le domaine des TIC. Ceux qui depuis dix ans sont actifs dans des projets de R&D de l'Union européenne ou de l'OCDE pourraient former un premier noyau d'experts à mettre au service de la Task Force nouvellement créée par la CDIP, l'OFES, l'OFFT et l'OFKOM. A la Task Force de dégager ensuite des lignes-forces congruentes avec celles déjà en place tant sur le plan cantonal que fédéral. Avec l'incontournable préparation de la Suisse à la société de l'information et à l'ère de l'apprentissage tout au long de la vie, la participation aux travaux du Consortium EUN représente actuellement une chance que les décideurs politiques seront certainement saisir.

ANNEXE : RAPPORT FINANCIER

RAPPORT FINANCIER AU 30.11.2000

EUN Schoolnet

	Montant à disposition	Montants utilisés en 1998	Montants utilisés en 1999	Montants utilisés en 2000	Solde
Subvention totale	677'100.00				
WP 1 et 4	170'000.00	17'536.50	64'443.75	90'266.90	-2'247.15
WP 08	135'100.00	0.00	72'433.50	61'764.65	901.85
WP 12	47'000.00	0.00	7'626.85	34'643.43	4'729.72
				100'849.1	
WP 13	175'000.00	21'274.05	78'203.25	0	-25'326.40
WP 15	150'000.00	3'472.25	68'616.02	48'253.05	29'658.68
			291'323.3	335'777.1	
Montants utilisés en 98-99-00	677'100.00	42'282.80	7	3	
Solde à disposition au 30.11.2000					7'716.70

CTIE, 30.11.2000/LC

**PROJET EUN SCHOOLNET WP 1 ET 4,
CONSORTIUM**

Projet EUN Schoolnet WP 1 et 4, Consortium

Crédit accordé **170'000.00**

1998

1. Contribution Consortium	16'235.00	
2. Steering Committee	0.00	
3. Technical Group	0.00	
4. Editorial Board	0.00	
5. Communication Group	0.00	
6. Netdays	0.00	
7. Frais généraux	1'301.50	
Total des dépenses 1998		17'536.50

Solde au 31.12.98 **152'463.50**

1999

Solde au 1.1.99		152'463.50
1. Contribution Consortium	32'470.00	
2. Steering Committee	5'827.20	
3. Technical Group	1'172.30	
4. Editorial Board	2'259.30	
5. Communication Group	3'271.15	
6. Netdays	5'242.95	
7. Frais généraux	14'200.85	
Total des dépenses 1999		64'443.75

Solde au 31.12.99 **88'019.75**

2000

Solde au 1.1.2000		88'019.75
1. Contribution Consortium	31'740.00	
2. Steering Committee	36'770.55	
3. Technical Group	2'100.00	
4. Editorial Board	4'193.00	
5. Communication Group	5'222.30	
6. Netdays	186.05	
7. Frais généraux	5'765.40	
		85'977.30
		2'042.45

Budget complémentaire

Eminent Conférence, M. Ostini	1'073.60	
Eminent Conférence, F. Moret	1'072.00	
Eminent Conférence, P. Pollini	1'072.00	
Eminent Conférence, J.-Cl. Reiss	1'072.00	
		4'289.60

Solde au 30.11.2000 **-2'247.15**

CTIE, 30.11.2000/LC

PROJET EUN SCHOOLNET WP 08

Crédit accordé		103'100.00
1998		
	0.00	
Total des dépenses 1998		<u>0.00</u>
Solde au 31.12.98		<u><u>103'100.00</u></u>
1999		
Solde au 1.1.99		103'100.00
Salaires Allison Piguet	65'828.10	
Frais A. Piguet & Tecfa	<u>6'605.40</u>	
Total des dépenses 1999		<u>72'433.50</u>
Solde au 31.12.99		<u><u>30'666.50</u></u>
2000		
Solde au 1.1.2000		30'666.50
Transfert du WP 12		<u>32'000.00</u>
		62'666.50
Salaires Allison Piguet 1.1.-30.9.00	58'917.70	
Frais A. Piguet & Tecfa	<u>2'846.95</u>	<u>61'764.65</u>
Solde au 30.11.2000		901.85

CTIE, 30.11.2000/LC

PROJET EUN SCHOOLNET WP 12

Crédit accordé		79'000.00
1998		
	0.00	
Total des dépenses 1998		<u>0.00</u>
Solde au 31.12.98		<u><u>79'000.00</u></u>
1999		
Solde au 1.1.99		79'000.00
Salaires Karine Delhom	5'738.05	
Frais	1'888.80	
	<u> </u>	
Total des dépenses 1999		<u>7'626.85</u>
Solde au 31.12.99		<u><u>71'373.15</u></u>
2000		
Solde au 1.1.2000		71'373.15
Transfert au WP 8	32'000.00	
Salaires Karine Delhom 1.1.00-30.9.00	31'890.15	
Frais	2'753.28	66'643.43
	<u> </u>	
Solde au 30.11.2000		4'729.72

CTIE, 30.11.2000/LC

PROJET EUN SCHOOLNET WP 13

Crédit accordé **175'000.00**

1998

Salaires C. Langenegger 1.11.98-
31.12.98 12'213.45
Workshops ENIS + Frais C.
Langenegger 9'060.60

Total des dépenses 1998 **21'274.05**

Solde au 31.12.98 **153'725.95**

1999

Solde au 1.1.99 153'725.95
Salaires C. Langenegger, 1.1.99-
31.12.99 65'413.00
Workshops ENIS + Frais C.
Langenegger 12'790.25

Total des dépenses 1999 **78'203.25**

Solde au 31.12.99 **75'522.70**

2000

Solde au 1.1.2000 75'522.70
Salaires C. Langenegger 1.1.00-
31.03.01 52'560.45
Workshops ENIS + Frais C.
Langenegger 4'288.65 56'849.10

18'673.60

Budget complémentaire
renforcement de la langue française 10'000.00
projet Antarctique 34'000.00
44'000.00

Total **-25'326.40**

CTIE, 30.11.2000/LC

PROJET EUN SCHOOLNET WP 15

Crédit accordé **150'000.00**

1998

Salaires P. Dunand, 1.8.98-31.12.98 2'654.25

Frais P. Dunand & CPTIC 818.00

Total des dépenses 1998 **3'472.25**

Solde au 31.12.98 146'527.75

1999

Solde au 1.1.99 146'527.75

Salaires P. Dunand, 1.1.99-31.12.99 61'179.70

Frais P. Dunand & CPTIC 7'436.32

Total des dépenses 1999 68'616.02

Solde au 31.12.99 77'911.73

2000

Solde au 1.1.2000 77'911.73

Salaires P. Dunand 1.1.00-30.9.00 32'831.35

Frais P. Dunand & CPTIC 11'415.30 44'246.65

33'665.08

Budget complémentaire

EENet 1'806.40

Eminent, R. Morel 2'200.00

4'006.40

Solde au 30.11.2000 **29'658.68**

CTIE, 30.11.2000/LC

Rapport intermédiaire
European Schoolnet's Knowledge Centre (KCTR/EKC)

modif.

Keywords: teacher training, pre-service, in-service, modernisation, curricula, future, strategies, re-engineering, meeting point, research

Abstract:

The European Knowledge Centre (EKC formerly known as KCTR -European Knowledge Center for Trainers and Researchers) gathers and shares knowledge from research, experience and good practice on ICT in education, creating a meeting point for theory and practice in the field of ICT in education for teachers, teacher students, teacher trainers and educational technology researchers.

The aim is to help teachers, school managers, teachers trainers and policy makers to explore examples of on-going research in this field, and to find answers to their questions about this field. The EKC includes news and information on innovation, research, best practice, conferences and events in technologies and learning. It provides information and resources for teachers and researchers while hosting a permanent virtual seminar.

The EKC was launched in December 1999 - after preparatory work by the EUN Consortium between January and September '99). The project will be developed further with resources and results from ongoing research in educational technology and from international seminars and 'round table' meetings of experts which take place in the EKC's partner countries.

In Switzerland, KCTR/EKC-related activities are structured as follows :

- two residential seminars ;
- on the theme of Teacher Education and Training ;
- contents follow specific guidelines. Talks were meant to :
 - (1) deal with all the levels of teacher training;
 - (2) propose solutions for both pre- and in-service training ;
 - (3) offer answers towards new curricula and training schemes ;
 - (4) recommend practical measures on how to organise, finance and manage training curricula;
 - (5) the above-mentioned seminars should not simply describe the current issues and problems but rather put forward creative solutions and offer concrete schemes and projects.
- participants are to include decision makers, CEOs, teacher syndicates, teachers, resource and training centres' managers, headmasters, etc.
- the Swiss educational sector was represented by a sample including all levels of teaching, i.e. primary, lower- and upper-secondary, vocational, special needs, academic as well as boards of cantonal education, both public and private);
- the two seminar last for two complete days.

Outcomes include a state of the art description of current issues as well as critical and constructive texts on current training policies in Switzerland to be published on-line and used as basis for the participation to the EUN EKC forums.

Reference

for KCTR-CH: <http://www.edu.ge.ch/cptic/prospective/projets/kctr/welcome.html>

for KCTR-EU:

http://www.en.eun.org2/eun/en/innovation/sub_area_frame.cfm?&sa=76&id_area=3&row=1

Table des matières

- Abstract
- Le contexte du projet et EUN Schoolnet
- Les activités en Suisse (*)
 - 1 le Séminaire 1
 - 2 le séminaire 2
- Les productions
 - 1 des documents de travail en ligne
 - 2 des projets concrets
- Des échos vers l'Europe de l'éducation en ligne
 - 1 un e-forum sur www.eun.org
 - 2 FETICHE 2
- Les activités prévues pour la seconde année du projet

(*) Pour organiser les deux séminaires, un groupe de travail a été constitué de mai à décembre 2000. Il s'est réuni à six reprises et était constitué de :

- Mme Y. Büttner
- Mme M.-Th. Rey
- M. M. Anderes
- M. P. Dunand-Filliol
- M. R. Morel
- M. F. Moret
- M. B. Zemp

Ont été associés de manière indirecte, ne pouvant dégager le temps nécessaire :

- Mme M.-C. Tabin
- M. Ch. Thomann.

Le contexte d'EUN Schoolnet, des forums sur l'innovation pédagogique et la formation (initiale et continue) du "nouvel enseignant" et les TIC

Au travers de son intégration au Projet EUN Schoolnet (www.eun.org), KCTR/ECK a rassemblé et rediffusé des connaissances et des expériences dans le domaine des TIC dans la formation et l'éducation en se focalisant plus particulièrement sur l'innovation dans le domaine de la formation des maîtres (initiale et continue).

Passons en revue les activités organisés par les partenaires européens:

- un séminaire en **Autriche** qui a donné lieu à un rapport de la Pädagogische Akademie à Linz - <http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/content.cfm?lang=en&ov=1120>;
- un séminaire au **Danemark** sous l'égide du CTU une émanation du Danish University of Educational Science (Danmarks Pædagogiske Universitet (DPU)).
URL: http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/content_frame.cfm?lang=en&ov=1116;
- un séminaire en **Norvège** organisé par le Centre Educational Research for Continuing Education en collaboration avec le Program of Teacher Education de la Norwegian University of Science and Technology.
URL: http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/content_frame.cfm?lang=en&ov=1119;
- deux séminaires au **Portugal** - A Escola que Aprende (PT) dans le cadre du Centre for Educational Research, Faculty of Sciences, Université de Lisbonne.
URL: http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/content_frame.cfm?lang=en&ov=2188;
- un séminaire en **Angleterre** (Cambridge) sur "Classroom Practice and Education Research"
URL: <http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/content.cfm?lang=en&ov=741>
- une Conférence en **Suède** (Université de Kalmar) autour du "News & Media Project".
URL: http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/content_frame.cfm?lang=en&ov=1117;

A ces rencontres au travers de l'Europe, ajoutons que KCTR/ECK a également rassemblé une série de **ressources en ligne**, des rapports, un **périodique** (Action Research du CARN) et articles de recherche et/ou spéculatifs, un **News Group** (http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/content_frame.cfm?lang=en&ov=735) débattant de thèmes tels que: implications sociales et pédagogiques des TICs dans l'éducation, l'innovation en classe, le plagiat, le WAP à l'école, les TICs et l'enseignement par résolution de problèmes, etc.

Les activités de KCTR en Suisse (*)

ont été définies de la manière suivante:

- format: deux séminaires résidentiels de deux jours;
- thème: la Teacher Education (formation des enseignants)
- contenus:
 - (1) les discussions devaient toucher les enseignants de tous les ordres d'enseignement
 - (2) concerner tant la formation initiale que la formation continue des enseignants
 - (3) les curriculums et programmes de formation étaient à discuter;
 - (4) les séminaires devaient déboucher sur des recommandations concernant les modalités de la formation;
 - (5) les séminaires ne devaient pas se contenter d'un inventaire des problèmes mais bien être animés d'une volonté de créativité pour la recherche de solutions innovantes;
- profil des participants: décideurs, chefs d'entreprise; association d'enseignement; enseignants; responsable de centre de ressources et de formation d'enseignants, chefs d'établissements, ...
- organisation interne des séminaires : deux fois deux jours
- résultats escomptés: état de lieux, recommandations; validation/critique de politiques de formations sous forme de textes à mettre en ligne dans le forum électronique de KCTR.

(*) <http://www.wedu.ge.ch/cptic/prospective/projets/kctr/welcome.html>

1 Le Séminaire 1

Les 30 juin et 1 juillet 2000 a eu lieu à Berne une première réunion (20 personnes) qui a porté sur quatre thèmes jugés essentiels de la formation initiale et continue des enseignants. Rappelons pour ailleurs que pour préparer les citoyens aux nouvelles exigences liées à la société de l'information, le Conseil fédéral a estimé nécessaire de lancer une vaste offensive de formation. La formation de base et la formation continue des enseignantes et des enseignants est l'élément clé de cette offensive. C'est dans ce contexte particulièrement favorable que s'inscrivent les réunions du groupe KCTR suisse.

Des documents ont vu le jour à la suite de cette réunion qui traitent de:

- le nouveau rôle de l'enseignant
- formation de base et la formation continue des professeurs dans la domaine des technologies d'information et de communication
- les stratégies pour conduire le changement
- prospective et organisation de la formation et de l'éducation.

Ces documents ont été mise ligne et sont intégralement téléchargeables sous l'url du projet réalisé par le CPTIC (<http://wwwedu.ge.ch/cptic/prospective/projets/kctr/welcome.html>).

2 Le Séminaire 2

A eu lieu les 8 et 9 septembre 2000 à Berne également (35 personnes venant des tous les milieux de l'éducation - cf. abstract ci-dessus). Ses thématiques ont tout à la fois donné l'occasion à de groupes de discussion entre acteurs locaux d'échnager leurs idées sur conclusions du Séminaire 1. Il a également fourni l'occasion d'entendre des exposés d'experts suisses ou européens dans le domaine des politiques de formation des enseignants. De plus, cette seconde réunion s'est résolument axée sur la recherche de solutions et de projets concrets pour faire aboutir sur le terrain les réflexions issues du premier séminaire. Donnons un aperçu des activités: tout d'abord des présentation du travail déjà réalisé sur " TIC et nouveau rôle de l'enseignant " F. Moret), " TIC et curriculum pour la formation des enseignants" (Y. Büttner) et " Prospective et stratégies de mise en oeuvre" (M.Th. Rey et M. Anderes). Puis des exposés de deux experts - M. R. Morel brosse un tableau sur la situation en Suisse dans le contexte de l'"Offensive de formation" du Conseil fédéral et de la création d'une Task Force pour piloter cette dernière et M. B. Anderson "ICT and Teaching Capability, the Scenario Model" qui a fait part de ses réflexions sur l'implémentation du permis de conduire informatique (ICT driving licence) dans la formation au Danemark.

Les productions

1 Des documents de travail et un site sous wwwedu.ge.ch



2 Les 10 projets concrets sur la formation des formateurs en Suisse

Nous ne citons que les titres de ces esquisses....

P1
P2
P3
P4
P5
P6
P7
P8
P9
P10
P11
P12

Des échos vers l'Europe

1 un e-forum KCTR/EKC sur le site de EUN Schoolnet

Sous le titre de "Pressure to Change"

(http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/sub_area_frame.cfm?sa=55&row=1)

The screenshot shows the European Schoolnet website interface. At the top, there is a navigation bar with icons for 'home', 'news', 'search', and 'map'. Below this, there are links for 'pupils' and 'teachers'. The main content area is titled 'Innovation Forums' and contains a description of the forum as a platform for communication and exchange of experience and ideas. A list of forums is displayed, including 'A Escola que Aprende (PT)', 'Equal Access', 'Learning School (EL)', 'Learning School (PL)', and 'Pressure to Change'. The 'Pressure to Change' forum is highlighted, showing its title and a brief description. A search box is located at the bottom left of the page.

European Schoolnet

resources Innovation collaboration teacher training

Innovation Forums

The Innovation Forum is a platform for communication, exchange of experience and ideas, research and interaction between teachers, teacher trainers, student teachers and education researchers. Selected key questions are scheduled for debate and discussion by experts, teachers and allcomers. Join us!

- A Escola que Aprende (PT)
- Equal Access
Are Strategies to Increase Gender-related Equity Necessary? I believe that this program for women is a real good idea. The only thing that I would disagree on is that I think that men and women should be treated equally. I think the best way of doing this class would be having separate men and women classes. The only reason I say this is because people always say that men get more attention in the class room than women even though I believe that it pretty much equal
- Learning School (EL)
- Learning School (PL)
- Pressure to Change
With the subtitle, "Teacher Education and Continuing Education at Large": Under the pressures of the changes brought about by the evolution of ICT in society, the landscape of the classroom has changed. It is essential that all actors agree to accompany change in the educational world. Four subtopics include: 1) Re-engineering teachers' work (the new role of teachers) 2) ICT teacher training curricula 3) Global teacher training strategies 4) Organizational issues and future trends. Join in!

Info:
Keywords: forum, conference, debate, research, ideas, topics, controversy

S'ajoutant aux e-forums lancés par le Portugal, l'Angleterre les Pays-Bas la contribution suisse a été lancées sur EUN Schoolnet (http://www.en.eun.org/eun.org2/eun/en/innovation/sub_area_frame.cfm?sa=55&id_area=3&row=1) dès la fin du mois d'août 2000. Deux périodes de discussion successives étaient prévues afin d'élargir le

débat à l'ensemble du public de chercheurs, d'enseignants, de décideurs et de formateurs du projet européen. Malheureusement, pour des raisons techniques pas encore élucidées au moment où nous écrivons ces lignes, les programmeurs du site EUN à Bruxelles ne sont pas parvenus à faire fonctionner dynamiquement le matériel mis en ligne. Cette situation a avorté dans l'oeuf une première tentative de dissémination des thématiques discutées en Suisse autour de la rénovation de la formation des formateurs et hypothèque pour l'heure négativement les espérances placées en l'évolution future du volet e-forum du projet.

2 Une participation au séminaire du Projet FETICHE 2

Un séminaire traitant de la formation des enseignants et des formateurs était organisé par le projet européen FETICHE 2 à Grenoble (France) qui s'illustrerait dans des préoccupations très proches de celles évoquées dans les séminaires helvétiques. En s'appuyant sur les résultats des séminaires, la Suisse y a envoyé une délégation et a participé activement aux conclusions de ce projet. Les échanges qu'a permis cette réunion ont représenté une contribution notable pour le projet FETICHE 2.

Les activités prévues pour la deuxième année du projet

Les démarches administratives et financières pour la 2^e année du projet européen KCTR ne sont pas encore terminées à mi-décembre 2000.

La poursuite de la participation suisse est momentanément suspendue au 31.12.2000 (délai contractuel de la 1^e année par rapport à l'OFES) en attendant les décisions à Bruxelles.

le 1.12.2000;

Pierre Dunand Filliol
Raymond Morel

Annexes

Les présentes annexes de ce rapport intermédiaire de la participation suisse au projet européen KCTR sont constituées principalement des projets élaborés à la suite du 1^{er} séminaire dans le cadre du 2^e séminaire. Le groupe de travail a donné l'occasion à leurs auteurs d'opérer une mise à jour à partir de fin septembre pour tenir compte des priorités de la Task Force "ICT et formation" et du calendrier de ses activités. Nous espérons que le contenu en tout ou partie de ses annexes sera de nature à contribuer positivement à la problématique urgente de la formation des enseignants en Suisse dans le domaine des nouvelles technologies. Par correction, toute action ultérieure mériterait de prendre contact prioritairement avec les auteurs de ces propositions pour respecter l'origine de ces initiatives. Les auteurs de ce rapport intermédiaire restent à disposition pour tout renseignement complémentaire.

eLearning Summit: Models for Public Private Partnership May 10th and 11th 2001 (provisional date)

Draft programme

Europe's challenge, articulated in the European Commission's "eLearning: Designing Tomorrow's Education", is to accelerate the pace of change in the integration of ICT as a central tool in delivering education and training. Key goals are to develop digital networks to provide wider and more flexible access to learning; to integrate ICT into a new teaching and learning model; to ensure the acquisition of appropriate ICT skills across the population and create a culture of lifelong learning; and to develop high quality European educational content. The European Commission sees public-private partnerships (PPPs) as a key success factor to deliver these goals, and has invited representatives from the ICT industry to collaborate on organising a First European eLearning Summit on May 10th -11th 2001 to take this forward.

Europe has many good examples of leading practices which can be replicated, and can additionally learn from the experience of other economies, including the USA and Australasia. The eLearning Summit will bring together key players at the political and professional practitioner level and representatives from the private sector to endorse models for public- private partnerships and develop a plan to take the best practices to scale across Europe.

Summit goals:

- 1 To promote public-private partnerships to deliver the goals of eLearning
- 2 To define a set of key actions for implementation
- 3 To propose a programme of PPP initiatives for implementation to be put forward at the Council of Education Ministers on May 28th 2001 in Brussels and communicated to the education community and ICT suppliers and industry at large.
- 4 To increase communication and awareness with key audiences of the goals and benefits of eLearning, and solutions incorporating PPP
- 5 To disseminate widely the results of the Summit in the media and to a wide audience.

Audience

- 6 Senior political representatives from the European Commission, European Parliament, and EU Member States and accessing countries Education Ministries
- 7 European Commission Cabinet members and senior Commission services staff, and senior civil servants from EU Member States responsible for implementing eLearning
- 8 Senior decision makers from each education sector - schools, vocational education, further education, continuing education
- 9 Leading education practitioners from the public and private sectors with a track record of setting the agenda that others follow, and those who are key players in eLearning
- 10 Companies who are key players in eLearning and those who are committed (or have the potential) to invest in programmes with government and education bodies

Programme content

The programme will be organised around the following themes. Each theme will be led by a company in close co-operation with other industry players and the education community.

1. Access / connectivity to the Internet
2. Transforming the current learning model
3. Development of content
4. Digital Literacy
5. The ICT skills gap

Format

eLearning Summit: Models for Public Private Partnership

May 10th and 11th 2001 (provisional date)

A two stage process of pre-conference workshops and the main Summit will allow the core issues to be scoped and a set of proposed actions produced for the EU Ministerial meeting in May. The process will also identify key barriers to implementing public-private partnerships and additional issues that need to be addressed.

Pre-conference workshops

- 11 Pre conference workshops will be held for each of the five conference themes (if possible in one synchronised event). The purpose of each workshop will be to:
 - 12 Scope the range of issues to be addressed to successfully deliver the objectives of the eLearning Initiative
 - 13 Review examples of successful actions that are being implemented through PPPs and recommend those to be presented to the summit
 - 14 Provide an analysis and prioritisation of what needs to be done in addition to assure the success of eLearning
- 15 Each workshop will consist of 5-10 experts including representatives of government, education, and businesses who are active in PPP in the education sector. Each will be chaired by a senior government official
- 16 To accommodate the time constraints, an electronic discussion forum will be set up to consolidate the key issues prior to the workshop. (This will serve in place of a background paper which would be difficult to achieve in the time scale).
- 17 Timing for these workshops will be
 - 18 Identification of chairpersons and participants *early* January
 - 19 Discussion fora set up in February (to run for 4-6 weeks period)
 - 20 Workshops completed mid-March
 - 21 Reports submitted before the end of March and distributed in April

Summit

- 22 24 hours spread over two days
- 23 High level plenary to set the agenda
- 24 Working groups on each topic. These groups will operate through workshops run as three sessions, supported by the background papers produced in the pre-conference workshops
 - 25 Session 1 - presentation of two / three exemplary cases - international best practice from Europe, USA, Australasia
 - 26 Session 2 - elaboration of a "business model" to replicate and scale-up the best practice (set of questions, brain storming, identification of levers and barriers)
 - 27 Session 3 - recommendations for implementation programme
- 28 A report will be produced incorporating the set of models for implementation endorsed by the conference to feed into the conference on eLearning to be hosted under the Swedish Presidency in Vasteras on May 21st - 22nd 2001, and presented at the Council of Education Ministers meeting on May 28th 2001 in Brussels
- 29 The main conference will be held in Brussels (IBM has proposed hosting this at their International Education Centre) with possible satellite sessions in other locations to widen participation. These will be video linked for the main plenary sessions and could run parallel working sessions

eLearning Summit: Models for Public Private Partnership

May 10th and 11th 2001 (provisional date)

Programme content

1. Access / connectivity

The latest developments in networking, mobile computing and telephony offer new models for delivering education. How can these best be applied for education?:

- 30 High speed networks
- 31 Pervasive computing
- 32 Laptops for teachers
- 33 Mobile devices for learners and practitioners

2. Transforming the current learning model

The digital economy places new requirements for education at each stage - schools, university and lifelong learning (in the enterprise and a wider process of lifelong learning).

- 34 For each stage we need to define the new learning content, including basic skills, career preparation, career development and life enhancement
- 35 A new infrastructure and methods are required to deliver these, including:
 - 36 Support to teachers to deliver the new requirements
 - 37 Developing courses on-line
 - 38 Creating learning communities which take advantage of the size of the network
- 39 We need to specify what ICT can leverage in terms of changes and improvements and to raise standards e.g. collaborative working, better targeted or individualised instruction, improved access

3. Development of content

How do we create high quality digital education content, and what changes are implied for the learning model?:

- 40 Tools for content creation
- 41 Models for delivery of standard school texts
- 42 Role of digital broadcasting
- 43 Role of learning institutions as content creators
- 44 Content creation in education and in the enterprise
- 45 Collaboration on content creation - e.g. for e-commerce

4. Digital Literacy

How do we deliver the skills for the digital era?:

- 46 What is digital literacy
- 47 How can skills be maintained to accommodate new technology developments

5. ICT skills gap

Developments in information and communications technologies have created a new set of professions and new jobs. Paradoxically this has led to a skills shortage - Europe has over 600, 000 unfilled vacancies for skilled IT professionals. The ICT industry has already initiated a number of programmes to address this issue, and concerted actions which are scalable and sustainable need to be taken to accelerate this process.

Communication plan

An extensive communication programme will be developed to maximise awareness of the eLearning goals and benefits, PPP models, and the recommended programme of action.

Management of the eLearning summit

eLearning Summit: Models for Public Private Partnership May 10th and 11th 2001 (provisional date)

The Summit will be implemented through a partnership of the European Commission with representatives from the private sector, the Swedish Presidency of the EU, representatives of EU Member States Education Ministries, and experts from the education sector. IBM and Cisco Systems have taken the initiative, with the encouragement of the European Commission, to lead the organisation of the Summit and the involvement of industry. The European Schoolnet (EUN) will co-operate through the involvement of its members (23 Education Ministries), notably in the scope of the eWeek@School, another major event which will take place from May 7th - 11th 2001.

A steering group will be convened and meet on January 12th 2001 in London to oversee the development of the summit including content, key contributors, participants, and organisation.